

171233

B523

U.2



FONDO  
FERNANDO DIAZ RAMIREZ

## CHAPITRE PREMIER

### MEXICO. — PREMIÈRE PÉRIODE POLITIQUE

Du 10 Juin au 10 Juillet 1863

Le général Forey et la politique. — Manifestation cléricale. — Proclamation du général Forey. — Décret de M. Dubois de Saligny. — Désirs et instructions de Napoléon III. — Nomination de la Junte gouvernementale. — Almonte. — Formation d'un gouvernement provisoire. — Le triumvirat. — Nomination et réunion du Congrès. — Vote du Congrès adoptant un gouvernement impérial dans la personne de l'archiduc Maximilien. — Proclamation de l'Empire. — Conséquences futures. — Responsabilités. — Silhouette de l'archiduc d'Autriche Maximilien.

Le 10 juin, qui vit l'armée entrer en conquérante dans la capitale du Mexique, peut être considéré comme le terme de l'action générale et commune de cette armée. Les opérations d'ensemble ne semblaient plus nécessaires dans les conditions nouvelles où se trouvaient les moyens de résistance encore à la disposition du président Juarez, qui n'amenait pas son pavillon. Dès lors, le 11 juin ouvrait à l'intervention française une ère nouvelle lui imposant, après l'œuvre de désorganisation qu'avait accomplie son armée, l'obligation d'entreprendre celle de la réorganisation du pays. C'était désormais une œuvre de politique gouvernementale et sociale qui imposait des devoirs nouveaux au général Forey, en sa qualité de mandataire du Gouvernement français.

Cet officier n'avait eu jusqu'à ce jour que la mission de renverser, de briser, de détruire. Elle n'avait pas été tou-



jours facile; mais, grâce à ses lieutenants, il l'avait remplie convenablement pour l'honneur de nos armes. Quant à celle qui désormais s'imposait, mission de réorganiser et de reconstruire, elle était autrement difficile pour lui, qui ne possédait, pour la mener à bien, aucune des aptitudes nécessaires. C'était un brave homme dont le plus grand désir était certainement de rétablir la paix et la tranquillité dans le Mexique; mais la tâche était au-dessus de ses moyens. Il n'avait pas d'initiative personnelle, s'abandonnait inconsciemment aux influences qui l'entouraient et savaient flatter son excessive vanité. Il manquait, en outre, de tempérament et se laissait décourager par la moindre difficulté. Alors, se sentant incapable d'agir par lui-même, il laissait faire les autres. Enfin, il n'avait aucune idée de la politique et encore bien moins de l'art d'en jouer. Il me semble, du reste, qu'il n'avait eu jusqu'à ce moment qu'une lueur de clairvoyance en cette matière : c'est lorsqu'il eut la pensée géniale de décider le général Ortega à entrer dans le gouvernement qu'il allait constituer à Mexico. Aussi, et bien malheureusement pour la France et le gouvernement impérial, il compromit, dès le début, le résultat de notre intervention. Il avait eu des conseillers utiles et compétents pendant la première partie de son rôle au Mexique; mais il n'en eut que de détestables, de néfastes même, dans la seconde. Ceux-ci ne lui firent commettre que des fautes, que des maladresses. Parmi eux, il y eut surtout deux Français, un officier qui lui était attaché depuis le commencement de la campagne et était chargé de la direction des affaires politiques, le commandant Billard, qui n'avait aucune des aptitudes nécessaires à un politicien ni à un diplomate. L'autre était le ministre de France, M. Dubois de Saligny, intelligent, habile, malin même, mais dangereux, parce qu'il était un homme de parti pris et passionné, parce que, durant son séjour antérieur au Mexique, il s'était laissé hypnotiser par les séductions et les flatteries dont le comblait le parti réactionnaire, ou plutôt clérical.

Dans ces conditions et sans parler d'influences plus funestes encore qui avaient accès auprès de lui, ce malheureux général devait accumuler les fautes. Il débuta dès son arrivée à Mexico, car, aussitôt après avoir savouré les délices des honneurs que lui rendit la représentation religieuse dans la capitale, il commit un impair dans ce même domaine des pratiques religieuses.

Lorsque Juarez était arrivé au pouvoir, il avait fait fermer les couvents des deux sexes et expulsé du territoire de la République les religieux qui s'y trouvaient. En outre, il avait interdit toutes les grandes manifestations extérieures du culte. Aussi, depuis cette époque, les processions n'étaient jamais sorties des églises, bien que les Mexicains fussent passionnés pour ces cérémonies que l'on entourait d'un appareil extraordinaire.

Aussi, Mgr Labastida, le grand maître de la religion au Mexique, dès l'entrée de nos premières troupes dans Mexico, assuré de n'essuyer ni protestations brutales ni représailles ultérieures, avait résolu de frapper un grand coup et de reconquérir, par une manifestation éclatante, tout le terrain perdu pour la suprématie et l'influence religieuses. Profitant de l'effervescence populaire soulevée par l'arrivée des Français, il avait imaginé l'organisation d'une procession générale gigantesque qui exalterait le sentiment religieux des habitants et surtout des Indiens. Dans la combinaison et la réalisation de ce projet, il était fortement soutenu, conseillé, sollicité même par les cléricaux farouches qui avaient fait mainmise sur le général Forey, sectaires forcenés qui avaient proposé de fusiller les généraux prisonniers de Puebla; les Almonte, les Marquez et Cie, Torquemada échappés de leurs tombeaux qui, pour un peu, auraient essayé le rétablissement de l'Inquisition!

Pour donner plus d'éclat à cette manifestation, ils en firent le jour au lendemain de l'entrée solennelle, afin de profiter des dispositions décoratives de la ville organisées à grands frais en l'honneur des troupes françaises. Et, le 11



juin, sous les arcs de triomphe où avaient passé nos soldats victorieux, passèrent triomphants, eux aussi, en colonnes immenses, des prêtres pompeusement ornés, des Basiles, des moines, des nonnes de tous ordres et de tous costumes, qui, ressuscités par le miracle de l'intervention française, surgissaient de toutes parts sous le froc, invisible depuis longtemps. Et tout ce cortège mystique, sur lequel planaient par centaines des dais, des crucifix sanglants, des bannières, des croix, des statues de saints couvertes des plus riches ornements et surtout de la vénérée Nctre-Dame de Guadalupe, qui aurait pu, en d'autres circonstances, dans d'autres conditions, être imposant pour nous tous, eut le don malheureux d'inspirer à un Français, « né malin », cette satire irrévérencieuse : « Hier, était la journée des armes; aujourd'hui c'est celle des goupillons. » Si encore cette manifestation, respectable au fond mais inopportune en ce moment, était restée le monopole individuel des Mexicains, ce n'eût été qu'une faute que, politiquement, il fallait éviter de commettre. Mais ce qui fut plus regrettable, c'est que l'armée française lui donna une consécration bien plus fâcheuse encore, car on vit cette procession, réminiscence d'un autre âge, escortée par un escadron de cavalerie et des régiments d'infanterie française. C'en était trop ! Comment le général Forey n'a-t-il pas vu, en ordonnant un pareil emploi de ses troupes, qu'en se jetant ainsi dans les serres du parti clérical, il compromettait pour le présent, et pour l'avenir surtout, le prestige et l'indépendance de l'intervention française ? Comment le commandant Billard a-t-il pu laisser se perpétrer une pareille maladresse ultra-cléricale, lui qui, plus tard, à un âge très mûr, repoussait fort loin toute tendance même religieuse ? Il est vrai qu'il fallait bien laisser son maître s'acquitter envers l'archevêque des honneurs sacrés qu'il lui avait prodigués sur le parvis de la cathédrale, honneurs qui auraient satisfait Louis XIV !

Quoi qu'il en soit, cette manifestation en l'honneur du triomphe d'un des partis qui se disputaient la proie mexi-

caine, du parti dont nous accueillons l'assistance, plus fictive que réelle, fut un événement dont les conséquences paraurent devoir être funestes pour l'avenir. Elle souleva, de la part de nos officiers, une réprobation générale et produisit le résultat plus sérieux de refroidir les sentiments des Libéraux qui, par pur patriotisme, nous avaient acclamés. Ce fut, en somme, pour le parti réactionnaire-clérical une victoire à la Pyrrhus !

Le soir, un grand banquet de 150 couverts fut offert par la municipalité improvisée à l'état-major de l'armée. Il eût peut-être été préférable de choisir un autre jour pour ces agapes. C'était le soir de l'entrée des troupes qu'elles auraient dû avoir lieu.

Les manifestations se succédaient rapidement. Le lendemain, après avoir surchauffé le cerveau des masses populaires, le général Forey jugea que le moment était venu d'adresser un appel vibrant aux sentiments généreux du peuple mexicain et de lui faire connaître, dans un manifeste solennel, comment il envisageait la situation politique et quelles étaient les mesures qu'il convenait de prendre, les réformes qu'il importait d'appliquer pour rendre au pays la tranquillité et lui assurer une prospérité et une grandeur dont il était digne.

Hélas, cette grande manœuvre de stratégie politique, évidemment conçue péniblement, n'était pas heureuse dans le fond, mais souvent regrettable dans la forme. Je ne veux faire ici qu'une simple analyse de cette proclamation pour appuyer à son égard le jugement que lui ont réservé la majorité des Mexicains et des Français.

Le général Forey rappelle d'abord les événements malheureux de la guerre et, changeant de terrain, il entre dans celui de la politique. Dans ce nouvel ordre d'idées, il débute par un appel à l'union de tous les Mexicains pour constituer, par l'amour unique du bien public, « une nation forte et par conséquent grande ». — « Abandonnez, dit-il, les dénominations de libéraux, de réactionnaires, qui ne font qu'en-



gendrer la haine, perpétuer l'esprit de vengeance, exciter enfin toutes les mauvaises passions du cœur humain. »

C'eût été bien de la part d'un prédicateur; mais sous la plume d'un politicien ça fait moins d'effet. D'autant qu'on peut lui répondre qu'il aurait dû commencer lui-même à appliquer ces sages conseils; car, s'il voulait que les Libéraux fissent taire leur haine et leur esprit de vengeance, il ne fallait pas qu'il consacraît et favorisât, comme il le fit la veille, les manifestations exagérées des mœurs réactionnaires; ce qui devait enlever aux Libéraux, ceux mêmes les plus modérés, le désir des concessions conciliatrices. A ces exhortations il ajoute : « C'est à quoi nous venons vous aider... et nous arriverons à créer un ordre de choses durables, si... vous entrez résolument dans les intentions de l'Empereur, que je suis chargé de vous exposer. » Pourtant, il a déjà fait le contraire, et il va se hâter de prendre ou de laisser prendre des mesures absolument opposées à celles que lui a indiquées l'Empereur ! Enfin, cette proclamation énumère complaisamment tous les bienfaits promis aux pauvres Mexicains; mais cette énumération est présentée parfois dans des termes d'une maladresse incroyable. Notamment cette élucubration financière : « Les impôts seront réglés comme dans les pays civilisés... » ! C'est flatteur pour ce pays, qui est ainsi qualifié de sauvage ! Et cette promesse pleine d'aménité : « Des mesures énergiques seront prises pour réprimer le brigandage, cette plaie du Mexique, qui en fait un pays à part dans le monde. » Quel aimable compliment ! Ces choses-là se font, mais ne se disent pas, surtout d'une façon aussi outrageante pour l'amour-propre d'un peuple, si bas qu'il soit tombé. Ailleurs, à la maladresse du fond se joint le ridicule de la forme : « Les tribunaux seront organisés de manière que la justice soit rendue avec intégrité et qu'elle ne soit plus le prix du plus offrant et dernier enchérisseur. » Quelle trivialité de langage ! A cette image de la salle des ventes, il ne manque que le marteau du commissaire-priseur !

Enfin, le général Forey proclame généreusement « l'oubli du passé, une amnistie complète pour tous ceux qui se rallieront de bonne foi au gouvernement que la Nation, librement consultée, se donnera ». Et, fidèle au principe *in coda venenum*, il termine par cette péroraison hardie, menaçante : « Mais je déclarerai ennemis de leur pays ceux qui se montreront sourds à ma voix conciliante, et je les poursuivrai partout où ils se réfugieront. » C'était faire un peu trop blanc de son épée. Cette fanfaronnade n'épouvanta personne.

Les opérations de cette campagne politique se succédaient avec rapidité et le général Forey déployait une activité par trop dévorante, dont la cause, que l'on ne pouvait trouver dans son tempérament, résultait uniquement de son devoir de se débarrasser le plus vite possible du fardeau des affaires politiques. Aussi, quatre jours après la production de cette fameuse déclaration, il signa un décret sensationnel qu'avait élaboré le Ministre de l'Empereur, M. Dubois de Saligny. Ce document débutait par cette déclaration pompeuse mais confuse : « Le général de division, sénateur, commandant en chef l'expédition française, considérant qu'il est urgent d'organiser les pouvoirs publics qui devraient remplacer l'intervention dans la direction des affaires au Mexique, d'après le rapport du Ministre de l'Empereur, M. Dubois de Saligny, etc...., décrète : »

L'article premier, qui est la base de l'édifice, s'exprime ainsi :

« Un décret spécial désignera, sur la présentation du Ministre de l'Empereur, trente-cinq citoyens mexicains qui formeront une junte supérieure de gouvernement. »

Viennent ensuite une vingtaine d'articles qui peuvent se résumer en quelques dispositions dictatoriales, greffées les unes sur les autres, dont le but final est de déterminer une forme de gouvernement.

Tout d'abord, la junte nommera « trois citoyens mexicains qui seront chargés du pouvoir exécutif » et deux suppléants;



mais il n'est pas dit comment seront choisis les trois citoyens. Puis, la junte supérieure devra constituer une assemblée des notables, avec l'adjonction de 215 autres individualités mexicaines « sans distinction de rang ni de classe mais ayant au moins 25 ans ». Cette assemblée des notables devra s'occuper, avant tout, de la forme du gouvernement définitif du Mexique et cela dans une session de cinq jours, pouvant du reste être prolongée. Cette question ne pourra être résolue que par un vote réunissant au moins les deux tiers des suffrages. Si, après trois jours de scrutin, cette majorité n'est pas obtenue, le pouvoir exécutif, c'est-à-dire les trois personnages désignés par la junte, prononcera la dissolution de l'assemblée des notables et en formera aussitôt une nouvelle. »

J'ai qualifié ces dispositions de dictatoriales, car, par le fait, elles le sont réellement puisqu'elles ne s'appuient sur aucun principe politique. En effet, on établit bien une sorte de gouvernement constituant; mais celui-ci émane entièrement d'une seule personne : le général Forey. C'est lui qui nommera la junte, celle-ci nommera les trois membres du pouvoir exécutif et désignera également elle-même les notables qui devront, avec elle, choisir la forme du gouvernement qu'il conviendra d'établir au Mexique. Il y a donc là, tout d'abord, un défaut originel capital, qui n'aura pour résultat que de creuser encore davantage l'abîme entre les deux partis qui se disputent le pays; et cela contrairement aux déclarations de fusion patriotique formulées dans le précédent manifeste du général en chef lui-même.

Ce décret fut, en réalité, une monstruosité politique et il ne fallait rien moins que l'outrecuidante fatuité de M. Du Bois de Saligny pour s'imaginer qu'en une formule d'une vingtaine d'articles, d'un laconisme plein d'audace et d'insuffisance, on allait résoudre, d'une façon durable, la question mexicaine. C'était un escamotage cynique d'une constitution politique et gouvernementale que les circonstances du moment rendaient d'une fragilité que pouvaient soutenir

seules les baïonnettes françaises. Elle était absolument révolutionnaire, arbitraire, et contraire à tous nos principes politiques français.

Le général Forey fut d'autant plus mal avisé de sanctionner un pareil coup d'Etat, que celui-ci était, de tous points, en opposition formelle avec les vues de Napoléon III. Maintes fois, l'Empereur avait fait connaître à son lieutenant au Mexique ses désirs et ses intentions à l'égard de la ligne de conduite qu'il conviendrait d'adopter en la circonstance; il lui avait formulé ses instructions positives sur les mesures qu'il entendait voir prendre à l'égard de l'établissement d'un gouvernement au Mexique.

En effet, quelques semaines après l'arrivée du général Forey sur la terre mexicaine, le 1<sup>er</sup> novembre 1862, l'Empereur écrivait pour lui signaler toutes les difficultés qu'il prévoyait dans le règlement de la question politique et lui déclarer qu'il lui était difficile de lui tracer une ligne de conduite précise, mais qu'il lui exprimait les idées générales qu'il croyait les plus pratiques : « Une fois maître du pays, disait-il, il faudra que vous nommiez vous-même un gouvernement provisoire composé des hommes les plus recommandables et les plus dévoués à notre cause. Ce gouvernement devra vous aider à rétablir partout l'ordre et la régularité.... L'ordre, une fois établi, je crois qu'il faudrait, avant de réunir une chambre quelconque, faire voter tout le peuple mexicain sur la question de savoir, par oui ou par non, au moyen du suffrage universel, s'il veut une République ou une Monarchie.... »

Il appert de ces premières instructions que l'Empereur n'avait pas encore l'idée préconçue, formellement arrêtée, de créer un trône pour Maximilien. D'autre part, on retrouve chez lui le sentiment préféré du suffrage universel. On en revoit la confirmation dans une autre lettre du 17 décembre de la même année, où il dit : « ....La seule politique à suivre.... est, une fois à Mexico, d'y installer un gouvernement des hommes les plus honorables que vous choisirez



vous-même, et ensuite de faire voter par le suffrage universel, le peuple mexicain, sur la forme du gouvernement à établir. »

Ces instructions étaient catégoriques. Mais les procédés édictés par le général Forey n'étaient, en aucune façon, conformes à ces idées de l'Empereur. Je veux bien reconnaître qu'en les formulant, Napoléon III ne pouvait imaginer quelle serait la situation à notre arrivée à Mexico. Il devait supposer que, le jour où les résistances armées seraient vaincues, le gouvernement de Juarez disparaîtrait *ipso facto* et que nous trouverions le terrain politique absolument déblayé. Il ne pouvait assurément pas penser que Juarez, en fuyant devant nos armes victorieuses, emporterait avec lui tout son gouvernement et n'abandonnerait jamais son drapeau; qu'en conséquence, nous n'aurions d'action politique et matérielle que sur la zone qu'occuperaient effectivement nos troupes; c'est-à-dire, au moment de notre entrée à Mexico, une partie infiniment petite du territoire mexicain, le pays presque tout entier restant encore soumis au gouvernement de Juarez.

En réalité, si nous ne pouvions nous conformer à sa volonté de faire appel au suffrage universel sur tout le Mexique, il eût fallu, tout au moins, essayer de l'appliquer dans les territoires que nous occupions ou qui s'étaient prononcés en notre faveur. Mais alors, il eût été nécessaire d'agir avec moins de précipitation; nous contenter, pour le moment, d'un pouvoir exécutif et attendre que nous ayons donné une plus large base à notre influence, à notre action, pour demander au suffrage universel la nomination d'une constituante ou bien le fac-similé du Plébiscite que désirait l'Empereur.

Du reste, Napoléon III eut, en quelque sorte, l'intuition que les choses ne pourraient, sur ce point, se passer exactement comme en France. Quelques mois après ses premières instructions, le 14 février 1863, il écrivait ces indications beaucoup plus conformes à la situation où nous devons nous

trouver : « Il faut qu'à Mexico vous soyez le maître sans en avoir l'air; il faut vous créer vous-même un gouvernement provisoire dans lequel Almonte pourra trouver sa place au milieu d'hommes énergiques et probes. Une fois la tranquillité rétablie, il faudra consulter la Nation, soit par une espèce de suffrage universel, soit en faisant nommer un congrès par ces moyens révolutionnaires dont le Mexique a la tradition et l'habitude..... »

Enfin, deux mois plus tard, le 14 avril, alors que nous étions encore aux prises avec les résistances sanglantes de Puebla, l'Empereur, dont l'esprit positif, ne perdant pas de vue son objectif, enjambait volontiers les difficultés du moment et revenait encore sur la conduite politique à tenir lorsque nous aurions gagné la partie militaire qui se jouait alors. On sent dans cette nouvelle expression de ses désirs que le temps accordé à la réflexion a fait son œuvre en apportant un tempérament nouveau à ses idées, tout en conservant cependant entier son culte du suffrage universel et du Plébiscite, destiné à révéler la volonté du peuple mexicain. « Lorsque, écrivait-il, on aura répandu dans le pays mes intentions et fait connaître le but de l'intervention, on pourra alors consulter la Nation de la manière que vous jugerez la plus convenable. »

La pensée de l'Empereur ressortait bien nettement de ces indications successives. Il fallait d'abord rétablir l'ordre et la tranquillité, par conséquent prendre le temps nécessaire, tout en vivant sous le régime d'un pouvoir exécutif provisoire, qui montrât aux Mexicains qu'on voulait leur laisser au moins l'apparence de leur autonomie; puis, après avoir bien fait connaître, *urbi et orbi*, les intentions de l'Empereur, consulter de la façon la plus conforme à la situation la Nation mexicaine sur la forme du gouvernement qu'elle voudrait choisir en rentrant en jouissance de son indépendance. Voilà ce que voulait l'Empereur et ce qu'on ne fit pas; un programme de cette importance, de cette ampleur, ne s'exécutant pas dans quinze jours!